

Service Protection animale et environnement
3 chemin du Fieu
CS40348
43009 Le-Puy-En-Velay Cedex

Le-Puy-En-Velay, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PÔLE VIANDE DU BRIVADOIS

Rue Pierre Mendès France
43100 Brioude

Références : D25-961
Code AIOT : 0005601342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement PÔLE VIANDE DU BRIVADOIS implanté Rue Pierre Mendès France 43100 Brioude. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans la programmation annuelle d'inspection des établissements autorisés au titre de la réglementation ICPE confiée à la DDETSPP 43. Elle revêt un caractère particulier sur cet établissement d'abattage d'animaux destiné à cesser son activité à moyen terme (2027) après reconstruction de l'abattoir sur le site voisin de COHADE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLE VIANDE DU BRIVADOIS
- Rue Pierre Mendès France 43100 Brioude
- Code AIOT : 0005601342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir de Brioude (Pôle viande du Brivadois) est un établissement d'abattage d'animaux autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral modifié en janvier 2014. Les capacités maximales autorisées sont de 3000 tonnes par an, soit 20 t/j en pointe et 12 t/j en moyenne.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7	Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Demande d'action corrective	2 mois
8	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Demande d'action corrective	1 mois
12	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19	Demande d'action corrective	3 mois
16	Prélèvement eau (autre)	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	Demande d'action corrective	1 mois
19	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29	Demande d'action corrective	2 mois
20	épandage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3	Sans objet
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13	Sans objet
11	Connaissance des produits, Etiquetage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18	Sans objet
13	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	Sans objet
14	Prélèvement eau potable	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21	Sans objet
15	Forage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23	Sans objet
17	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le fonctionnement de l'établissement est contraint par une structure ancienne et de faibles capacités d'investissement dans la perspective de son déménagement sur un nouveau site à Cohade.

L'environnement des locaux d'abattage nécessite une évacuation des encombrants et matériels sans usage pour l'établissement, une sécurisation de l'aire de nettoyage/désinfection, et de la station de prétraitement.

Sur le plan administratif le registre d'évacuation du sang est inexistant et les volumes ne sont pas identifiables sur les factures de collecte équarrissage. Par ailleurs les consignes d'intervention consécutives à un incident/accident ne sont pas disponibles et reposent essentiellement sur l'initiative du directeur.

La production d'eau issue du forage sert majoritairement à des opérations de nettoyage tant sur l'aire de nettoyage des véhicules que sur les plateformes extérieures ne bénéficie pas d'enregistrements mensuels

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés.

Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.
Constats : Le site est ancien et comporte quelques tiers à faible distance, implantés après la construction du site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : L'ensemble du site est clôturé sur tout son pourtour. 3 portails en bon état de fonctionnement équipent le site : - 1 portail coulissant pour l'accès à la zone propre (ZP), utilisé par les personnels de l'abattoir et les clients pour la récupération des colis et/ou carcasses. Ouvert lors de l'inspection et généralement sur tous les jours travaillés depuis l'heure d'arrivée des premiers personnels (5h00) jusqu'au départ du directeur du site vers 19h00 - 1 portail battant, fermé lors de l'inspection, placé sur la clôture séparant zone propre et zone sale (ZS). Cette clôture délimitant ZP et ZS permet d'isoler tout animal "échappé" en ZS - 1 portail coulissant, fermé lors de l'inspection, pour l'accès à la ZS depuis la rue "de l'abattoir" pour les bétailières amenant des animaux vivants
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
Constats : La clôture et les haies périphériques sont globalement bien entretenues. Un nombre important de matériels et encombrants sont présents sur les abords des bâtiments tant en zone propre qu'en zone sale Des grilles sur avaloirs d'eaux pluviales voire d'eaux souillées sont absentes sinon obsolètes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les matériels non nécessaires au fonctionnement de l'établissement et encombrants sont à évacuer sur une filière de recyclage adaptée. Les grilles en mauvais état sont à remplacer
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Exploitation et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent : les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
Constats : M. RIOL, Directeur, est la personne référente pour la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients Les consignes relatives aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents, comme celles relatives aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté ne sont pas disponibles
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Actualiser ou à défaut établir les consignes citées pour les présenter à l'inspection des installations classées (IIC)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Le rapport de contrôle périodique des installations électriques n'a pas été remis à l'IIC
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dernier rapport 2025 de contrôle périodique des installations électriques est à transmettre à l'IIC
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Les encombrants présents constatés peuvent gêner les manoeuvres de lutte contre l'incendie, procurer des sources de combustibles, et nécessitent donc une évacuation rapide. Les équipements d'extinction mobiles sont vérifiés régulièrement, les contrats et rapport de contrôle sont fournis. Les systèmes de désenfumage n'ont pas été observés lors de cette inspection

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Evacuation des encombrants
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Déclaration des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Aucune déclaration récente d'accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'a été enregistré
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Le réseau de collecte est de type séparatif et permet d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Ce dernier réseau est équipé de 2 séparateurs à hydrocarbure, dont l'entretien n'a pas été réalisé à minima depuis 3 ans selon les dires du directeur. Un plan "papier" des réseaux existe et a été présenté par le directeur, il date des derniers travaux de 2014. Des hydrocurages sont réalisés par le personnel d'entretien à l'aide de simple buses de nettoyage. Les hydrocureurs professionnels ne sont plus mobilisés. Il n'existe pas, compte tenu de l'âge des installations, de dispositifs d'isolement d'eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou d'un incendie. La perspective prochaine d'un déménagement de l'abattoir sur un site distant ne conduit pas l'exploitant et la ville de Brioude à engager des investissements pour répondre à ces attentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Prévoir une campagne d'hydrocurage sur l'ensemble des réseaux et l'entretien des séparateurs à hydrocarbure qui sera aussi au bénéfice de la procédure de cessation d'activité envisagée en 2027
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est bien conçue de façon à pouvoir collecter et diriger les effluents vers la station de prétraitement mais demeure à sécuriser. En effet le portique supportant à l'origine le dispositif haute pression est obsolète et complètement instable.</p> <p>Un dispositif HP équipe le local technique sur l'aire de nettoyage, il est alimenté par les eaux issues du forage existant sur le site.</p> <p>Les locaux d'attente ainsi que ceux destinés au stockage des sous-produits d'origine animale sont, malgré leur âge, en bon état et bien entretenus. Les locaux d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses n'ont pas été observés mais sont vus par les équipes SVI de la DDETSPP en charge de l'hygiène sur le process d'abattage.</p> <p>Des sous-produits, en particulier des palettes de cuirs, sont sortis des zones dédiées pour être entreposés dans un hangar de l'établissement en prévision de leur enlèvement.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part mais le responsable de site n'est pas en mesure de quantifier précisément les départs de sang à l'équarrissage. L'entreprise d'équarrissage collecte le sang dans les bacs dédiés et ne procède plus au pompage en cuve de stockage pour des raisons économiques aux dires de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les délais de stationnement dans le hangar à matériel des palettes de cuirs "finis" avant enlèvement doivent être limités à une journée. Tous les stockages temporaires non liés à l'activité de l'abattoir sont à proscrire et sont à évacuer (palettes de granulés, spa, etc).</p> <p>Les volumes de sang remis aux services d'équarrissage doivent être enregistrés et comptabilisés pour être mis à disposition de l'IIC</p>

Le portique supportant à l'origine le dispositif haute pression est obsolète et complètement instable, il est à sécuriser
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Quelques contenants de produits à risque (bidons entamés ou pas) sont présents sur les ateliers, locaux techniques ou hangar, et quelques fois déposés à même le sol sans système de rétention. Les cuves extérieures proches du local de production de froid sont déposées sur palettes sans rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Disposer les équipements de rétention adaptés sur tous les contenants de liquide susceptible de</p>

<p>créer une pollution des eaux ou des sols</p> <p>Les quelques bidons (entamés ou pas) qui peuvent être présents sur les ateliers, locaux techniques ou hangar, sont à rassembler sur un seul point et placés en armoire avec rétention sinon sur palette de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Connaissance des produits, Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments sont disponibles au bureau avec les bons de livraison des produits associés</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Retention des stockages de déchet et de sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.</p> <p>Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans</p>

les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.
Constats : Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles sont tous stockés en bac et triés par catégorie C1 à 3, et placés en ambiance réfrigérée. Les jus éventuels produits sont collectés via les réseaux d'eaux résiduaires et conduits à la station de prétraitement. L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est couverte mais la toiture a connu de sérieux désordres (tôles pliées sinon absentes). Les épisodes pluvieux contribuent à favoriser des écoulements sur le stockage de matières constitué.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La couverture de l'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est à restaurer à minima pour la protéger des intempéries et limiter les écoulements
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
Constats : A lecture des factures d'eau potable remise le jour de l'inspection de début juillet 2024 à fin juin 2025, 11 303 m ³ d'eau ont été consommés pour une production d'environ 2200 tonnes soit 5.1m ³ /tonne, inférieur aux 6 m ³ /t limite imposée. Ne sont pas comptabilisés sur ces factures les volumes utilisés et produits depuis le forage présent sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir à l'IIC les volumes utilisés et produits depuis le forage présent sur site sur les mêmes périodes de facturation par le service des eaux
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prélèvement eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.
Constats : l'ouvrage de connexion au réseau d'eau potable public est équipé d'un dispositif de disconnexion aux dires du directeur et n'a pas été observé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La mise en œuvre d'un nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Un forage est présent sur le site et crée vraisemblablement en 2014. Les volumes utilisés servent à l'aire de nettoyage des véhicules et des surfaces/cours extérieures. Le compteur totalise depuis la mise en service 20 271 m ³
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prélèvement eau (autre)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.

Constats :
Un forage est présent sur le site et crée vraisemblablement en 2014. Les volumes utilisés servent à l'aire de nettoyage des véhicules et des surfaces/cours extérieurs. Le compteur totalise depuis la mise en service 20 271 m3
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira les registres de production du forage à l'IIC mensuelle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Réseau de canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>On entend par effluents :</p> <p>les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ; les eaux vannes (sanitaires).</p> <p>Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des réseaux à jour, présenté le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant identifiera les canalisations qui nécessitent un curage régulier pour proposer un planning de curage dans la perspective de la cessation d'activité prochaine</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraisage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de prétraitement est complète : une fosse de relevage, un dégrillage vertical, un drégraisseur-flottateur, un séparateur de phase de type FAN 500 microns Le capot de sécurité du dégrillage est fermé partiellement et le tableau de commande électrique de ce dernier est ouvert La fosse est équipée d'une grille à barres anti-chute, la plaque de couverture est maintenue ouverte (câbles et tuyau de pompage en place provisoirement ne permettant pas la fermeture) n'autorisant pas le franchissement par les personnels. Les effluents sont très chargés en sang Un écoulement important, mélange de graisse et de sédiments, est présent au pied du drégraisseur. M. RIOL indique après l'inspection que celui-ci est dû à une fuite sur le bac de réception et non dû à une purge manuelle du dispositif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le capot de sécurité du dégrillage est à fermer en totalité, son nettoyage régulier est préconisé et le tableau de commande électrique doit être maintenu fermé La plaque de couverture de la fosse doit être maintenue fermée au-dessus de la grille à barres anti-chute : câbles électriques et tuyau de pompage en place à repositionner pour permettre la fermeture optimum de la fosse Le bac de réception des matières sédimentaires et graisses est à changer pour éviter tout écoulement direct sur le sol. Le sol doit être maintenu propre de tout déchet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur. Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.
Constats : Beaucoup d'encombrants et objets non en relation avec les process de l'abattoir sont présents sur le site et nécessitent une évacuation rapide via des filières de recyclage Les palettes de cuirs sont entreposées temporairement dans un local (hangar) inadapté et doivent être évacuées sans délai. Ce dépôt temporaire peut être autorisé sous condition d'une collecte dans les 24 heures qui suivent l'entreposage Le local d'entreposage des cuirs était quasiment vide lors de l'inspection, une seule palette en place. Celui-ci est en bon état tant au sol que les murs. Les sous-produits C1 et C2 sont entreposés en local réfrigéré. Le sang est entreposé dans une salle contigue au local des cuirs dans un bac étanche et non en cuve. Les collectes se font à partir de ces bacs qui sont déposés dans les bennes équarrissage étanches à la collecte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Evacuer tous les encombrants et fournir les volumes de sang collectés par les services équarrissage. Des registres d'enlèvement sont à établir puisque les factures d'équarrissage fournies ne distinguent pas ces volumes de sang
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :

<p>les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ; les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ; le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.</p> <p>Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fumière accueille actuellement les fumiers de la bouverie ainsi que les matières stercoraires qui subissent au préalable un pressage pour évacuer l'eau excédentaire. Initialement prévus pour être traité via une filière de lombricompostage, celle-ci a été abandonnée au profit d'une destination vers un dispositif de méthanisation la SAS LEBRE ENERGIES (ex GAEC des 2 PRES) à Villeneuve d'Allier. Les bons d'enlèvement sont fournis à chaque retrait</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir convention d'enlèvement des fumiers et matières stercoraires avec la SAS LEBRE ENERGIES</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 21 : Fréquence de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.</p> <p>Lorsque l'installation possède ses propres dispositifs d'épuration et lorsque les flux journaliers</p>

autorisés dépassent les valeurs indiquées ci-dessous, une mesure journalière est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

Azote total : 50 kg/j.

Phosphore total : 15 kg/j.

Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.

Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

Fréquence Seuil de flux

Cuivre et composés (en Cu) Mensuelle 500 g/j

Trimestrielle(2) 200 g/j

Zinc et composés (en Zn) Mensuelle 500 g/j

Trimestrielle(2) 200 g/j

Autre substance dangereuse visée Mensuelle 100 g/j

à l'annexe I paragraphe 4 Trimestrielle(2) 20 g/j

Autre substance dangereuse identifiée Mensuelle 5 g/j

par une étoile à l'annexe I paragraphe 4 Trimestrielle(2) 2 g/j

Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1) , MES, azote global et phosphore total.

Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.

(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES. »

Constats :

En 2024, une campagne de contrôle inopiné sur les rejets a été menée les 11-12 septembre permettant de constater un rejet conforme aux limites établies par l'arrêté d'autorisation

De façon continue sont relevées les valeurs de débits instantanés, les tonnages produits sur la journée, le pH et la température de l'effluent. Ces données sont saisies sur GIDAF.

Seules des analyses complètes sont saisies sur Mai 2025 (12 au 15 mai) avec un dépassement relevé sur la limite en MES fixée à 1000 mg/l

En 2025 seule 1 campagne d'analyses a été conduite par l'exploitant contre 4 attendues comme prévues par l'arrêté d'autorisation. Les saisies sous GIDAF sont réalisées jusqu'à juillet 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter les saisies GIDAF et engager à minima une nouvelle campagne d'autosurveillance complète sur décembre 2025

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois